



**HAL**  
open science

## Champ(s) de formation Information et communication

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un champ formations. Champ(s) de formation Information et communication. 2015, Université Toulouse 1 Capitole - UT1. hceres-02036005

**HAL Id: hceres-02036005**

**<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02036005>**

Submitted on 20 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

## Synthèse des évaluations

### Champ " Information et communication "

- Université Toulouse 1 Capitole – UT1 (déposant)
- Université Toulouse III - Paul Sabatier – UPS

Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

*Pour le HCERES,<sup>1</sup>*

Didier Houssin, président

*Au nom du comité d'experts,<sup>2</sup>*

Anne VIAL LOGEAY, présidente du comité

---

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

<sup>1</sup> Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

<sup>2</sup> Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2)

## Présentation

Le champ *Information et communication* proposé par l'Université Toulouse 1 - Capitole (UT1), spécialisée en droit, économie, gestion, ne représente qu'une partie d'un projet global, développé et porté conjointement par l'ensemble des trois universités toulousaines, où il est depuis longtemps implanté. Il a pour objectif de répondre à la forte demande socio-économique d'un domaine en constante évolution depuis trente ans, d'où la déclinaison du champ en plusieurs disciplines, couplée à un souci affiché de coopération entre les universités, aussi bien sur le plan pédagogique (chaque université offre ainsi les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années de licence en cohabilitation) que sur le plan scientifique. L'UT1 propose une formation à tous les niveaux : deux licences (une licence *Administration économique et sociale*, AES, une licence *Information - Communication*, au niveau de la L3 cohabilitée avec l'Université Toulouse III) ; une licence professionnelle, *Chargé de communication et de relation client* (à l'IUT de Rodez) ; et un master comportant trois spécialités, *Administration des activités culturelles*, *Administration et gestion de la communication* et *Droit des médias et de la communication*. Comme les autres universités de Toulouse, l'établissement vise donc à développer une formation tout à la fois polyvalente et spécifique et proclame sa volonté de mettre l'accent sur l'intégration de nouveaux savoirs, les langues, la gestion de projet, l'animation d'équipe, qui sont autant de fondamentaux. Dans un domaine où les débouchés sont nombreux, notamment dans la région Midi-Pyrénées, les formations sont clairement attractives.

## Synthèse de l'évaluation des formations

L'offre de formation de l'UT1, à l'intérieur du champ *Information et communication* été pensée dans une logique de progression, en fonction à la fois du choix proposé au niveau des différentes universités, et de celui qui s'affine au fur et à mesure du parcours des étudiants. Du point de vue pédagogique, les formations proposent des objectifs et des débouchés clairs et nettement identifiés (même si, pour la licence professionnelle, le débouché « responsable de campagne publicitaire » paraît relativement peu pertinent), et témoignent d'une réflexion orientée en fonction d'une logique d'insertion professionnelle aussi bien que de recherche. Ainsi, de nombreux professionnels sont-ils associés aux formations dispensées ; de même, l'université a développé une politique de journées réunissant professionnels, diplômés et étudiants, de conférences, de stages, faciles à dénicher compte-tenu du dynamisme de la région, et qui peuvent déboucher à terme sur des emplois. Les dispositifs d'aide à la réussite sont nombreux : le recrutement est parfois sélectif (licence professionnelle, masters), parfois orienté (année préparatoire pour les étudiants chinois, examen par une commission pour les étudiants étrangers), mais il draine un public large issu certes majoritairement des séries ES et STG au baccalauréat (licence AES), mais aussi de filières telles que BTS ou DUT (licence AES, licence professionnelle). En outre, des dispositions ont été prises de manière à intégrer des étudiants au niveau de la L2 (licence AES), ou, à l'inverse, à permettre à des étudiants de rejoindre d'autres licences. Les sportifs de haut niveau et les étudiants en situation de handicap bénéficient des dispositifs mis en place de façon générale au sein de l'université.

L'équipe pédagogique est importante, et en quelque sorte motivée par sa propre réussite, puisque c'est à la suite d'une réflexion scientifique qu'est né l'enseignement de l'information et de la communication au sein de la nouvelle Faculté d'Administration et de communication (AC) dans les années 1990, enseignement par la suite décliné en licence, licence professionnelle et master. Il convient de noter que les spécificités respectives des licences sont respectées : la L3 *Information - Communication* est pilotée par un enseignant-chercheur de l'UPS, en co-responsabilité avec un enseignant-chercheur de l'UT1, et associe enseignants et professionnels. À l'UT1, l'équipe pédagogique est composée d'enseignants-chercheurs issus de disciplines et de spécialités différentes, et tient des réunions régulières. Le pilotage de la formation pourrait pourtant être renforcé, notamment au niveau des conseils de perfectionnement en master. L'UT1 fait état d'une volonté d'internationalisation : hormis naturellement pour la licence professionnelle, où la politique d'alternance exige une présence sur place, on constate qu'il existe des dispositifs en ce sens. C'est ainsi qu'une convention cadre a été signée entre l'Université, le gouvernement du Vanuatu et l'AUF, permettant la délivrance de diplômes spécifiques, adaptés aux contraintes locales. Des programmes sont en cours avec la Chine (accueil d'étudiants) et, pour les étudiants en AES, avec le Mexique, avec le programme PETAL qui regroupe l'UT1, 27 universités mexicaines et la Maison universitaire franco-mexicaine. L'ouverture pourrait cependant, semble-t-il, être plus importante en master. Le succès rencontré par les formations se mesure à leur attractivité : de ce point de vue, on ne peut que constater que les effectifs sont en augmentation tout comme l'attractivité, et la licence professionnelle, bien que de création récente (2009), reçoit ainsi 200 dossiers pour 27 places disponibles.

L'impression qui ressort de la lecture des dossiers est celle d'une université en possession de moyens efficaces. Toutefois, la lisibilité de l'offre de licence *Information et communication* demeure problématique entre les trois

universités : les intitulés de mention devraient être harmonisés. Cette difficulté n'est que l'un des aspects d'une politique d'université encore à développer, alors même qu'elle a commencé de se mettre en place dès les années 2000 : les formations présentées comme communes sont certes attractives et la demande ne cesse de croître, mais les équipes pédagogiques sont insuffisantes. La place dévolue au conseil de perfectionnement, pas toujours mentionnée en master, pourrait être plus importante, et il n'est pas dit que le projet actuel de restructuration des enseignements en 1<sup>ère</sup> année de master n'ajoute pas au flou et au manque de lisibilité entre spécialités. Enfin, le suivi des étudiants gagnerait à être amélioré : le nombre relativement faible de retours dans le cadre de l'enquête menée par l'université peut être lu comme nuisant potentiellement au dynamisme de la formation. La situation du numérique, devenu un des outils essentiels de la communication, pourrait être plus importante, notamment en master.

Les formations sont adossées à deux laboratoires bien identifiés, chacun à vocation spécifique : l'IDETCOM (Institut du Droit de l'Espace, des Territoires, de la Culture et de la cOMmunication), pour l'UT1, et le LERASS, Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, de Toulouse III, qui travaillent en partenariat. L'IDETCOM, pluridisciplinaire, accueille chaque année des conférences données par des spécialistes, et permet d'étudier l'approche juridique de la communication, qui se développe nettement ces dernières années.

Le taux de réussite est tout à fait satisfaisant (100 % pour la licence professionnelle) ; l'insertion dans le monde du travail est relativement satisfaisante, compte-tenu de la conjoncture économique : pour la licence professionnelle, 41 % des étudiants avaient trouvé un emploi au bout d'un an de recherche et 25 % avaient décidé de poursuivre leurs études, pour la plupart dans une formation en alternance. Les étudiants de licences généralistes choisissent, pour la majorité, de poursuivre leurs études en master, mais l'insertion dans le domaine du travail (secteur public ou privé), si elle est réelle, n'en apparaît pas moins comme relativement tardive.

## Avis du comité d'experts

L'offre de formation de l'UT1 dans le champ de l'information et de la communication apparaît comme relevant d'un souci de diversification et d'accompagnement des évolutions à l'intérieur dudit champ. Dans cette perspective, elle combine des aspects généralistes et d'autres bien plus spécifiques, apparaissant au total comme pertinents, particulièrement par rapport aux activités professionnelles concernées. Les nombreuses mutualisations au niveau de la L3 *Information - Communication*, ainsi que du master, entre l'UT1 et l'UPS, témoignent de liens établis entre collègues et laboratoires, et l'appui sur des laboratoires de recherche différents, pluridisciplinaire (IDETCOM) et interdisciplinaire (LERASS), représente un support innovant. Pourtant, l'intégration commencée dans les années 2000 ne semble pas encore accomplie, et la démultiplication des tâches dévolues aux équipes (logistique, gestion administrative, suivi pédagogique) demanderait des moyens accrus.

L'offre de formation est aussi bien en pointe, tant en ce qui concerne la recherche, qu'en adéquation avec le marché du travail, grâce aux nombreux partenariats établis avec les professionnels. Cette dynamique se traduit par une volonté d'ouverture à l'international, inscrite dans un cadre précis, même si les échanges restent encore en germe. Les difficultés se situent au niveau du master, qui semble pouvoir encore affiner son projet, pour lequel les masses critiques ne sont pas équivalentes : il existe une forte disproportion des effectifs entre l'UT1 et l'UPS. Reste que les étudiants sont formés et trouvent du travail, ils disposent donc d'atouts de taille grâce à ces formations.

## Conclusions

Le champ *Information et communication*, décliné par l'UT1, s'insère dans une véritable politique d'université, qui permet de prendre en compte les différents aspects d'un domaine à l'évolution extrêmement rapide, et d'appréhender l'insertion professionnelle dans de bonnes voire, très bonnes conditions. Il semblerait toutefois que cette politique puisse et doive être poussée encore davantage : ainsi, mais sans doute s'agit-il davantage d'une trace résiduelle que d'un handicap réellement ressenti par les étudiants, les dossiers fournis aux experts pour la licence *Information - Communication* ainsi que pour le master à l'UT1 et l'UPS étaient-ils rigoureusement identiques (exception faite du détail des spécialités de master), ce qui semble à la fois normal, compte-tenu des partenariats établis, et plus étonnant dans la mesure où il s'agit de deux champs différents par leur appellation et une partie de leurs contenus. Comme pour l'UPS, l'offre de formation doit être pensée de manière à gagner en unité entre les deux universités.

L'UT1 dispose d'indéniables points forts, tels que la motivation des équipes de pilotage ainsi que les liens établis avec l'ensemble des autres formations dans le même domaine au sein des deux autres universités de Toulouse, qui se traduisent par une véritable coordination au niveau pédagogique et par des interfaces concrètes au niveau scientifique, via les laboratoires et l'école doctorale. L'ouverture à l'international est, elle aussi, concrète et réelle, même si elle consiste encore pour le moment davantage en un accueil d'étudiants venus d'ailleurs qu'en séjours d'étudiants de Toulouse à l'étranger. Il serait dommage, dans ces conditions, de ne pas veiller à améliorer encore les formations en corrigeant ce qui apparaît comme quelques points faibles : l'offre devrait gagner en lisibilité, et l'accompagnement des étudiants par l'équipe pédagogique pourrait parfois être plus soutenu et mieux formalisé. De même, les stages pourraient être renforcés. L'augmentation de contrats de professionnalisation serait sans doute bienvenue pour la licence professionnelle, et l'apprentissage de la langue anglaise pourrait être développé, même s'il ne s'agit pas d'une priorité. Enfin, les répétitions contenues dans le dossier de la licence AES gagneraient à disparaître : ces dernières remarques s'apparentent à la mise en évidence de simples scories, mais ne sont tout de même pas totalement anodines dans un domaine comme celui de l'information et la communication.

# Observations de l'établissement



L'université ne souhaite pas formuler de réponse en ce qui concerne cette évaluation.

Bruno SIRE

Président de l'université

